

Généralités

Des questions, encore des questions, toujours des questions.

- création continue de richesses sans surconsommation, sans dilapidation des ressources, sans surexploitation de la main-d'œuvre, sans accroissement des inégalités et de la pauvreté ?
- automatisation et robotisation sans réduction du temps de travail et du nombre d'emplois à temps plein ?
- adaptation à un monde en changement sans précarité érigée en règle, sans grande pauvreté ?
- considération des activités familiales et associatives sans être comptabilisées comme facteurs de croissance ?

Des efforts, encore des efforts.

Comprendre et clarifier le concept de Revenu de Base* - versé à tout le monde de la communauté nationale (afin que chacun puisse vivre dignement là où il habite, sans avoir à s'exiler pour subsister) et auquel peuvent s'ajouter des revenus d'autres sources, réclame d'indéniables efforts de réflexion et de proposition.

*Définition du BIEN (Basic Income Earth Network) et du MFRB (Mouvement Français pour le Revenu de Base) : *Le Revenu de Base est un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres revenus, distribué par une communauté politique à tous ses membres, de la naissance à la mort, sur base individuelles, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie, dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement.*

Un peu d'histoire.

- Thomas More (1478-1535) : *un revenu garanti serait plus efficace contre la criminalité que la peine capitale.*
- Thomas Paine (1737-1809) : *sans revenu, pas de citoyen !*
- Bertrand Russel (1872-1970) : *revenu modeste, suffisant les besoins primaires.*
- James Meade (1907-1995) : *dividende social* comme solution à la pauvreté et au chômage.
- Milton Friedman (1912-2006) : refonte de la protection sociale américaine basée sur *l'impôt négatif*.
- James Tobin (1918 – 2002) : allocation automatique à tous *intégrée au programme présidentiel de McGovern.*
- Lionel Stoléro (1937-2016) : proposition d'un *impôt négatif pour vaincre la pauvreté dans les pays riches (1973).*
- André Gorz (1923-2007) :
 - d'abord : quantité d'heures de travail répartie sur toute la vie en autant de tranches que souhaité ;
 - ensuite : *allocation universelle et inconditionnelle garantie à tous pour des activités culturelles et d'entraide.*
- Philippe Van Parijs : un des membres fondateurs du BIEN (1986).

Le Revenu de Base (suivant son montant) vu (comme) par :

- proche du RSA (500 Euros et n'ayant pas vocation à évoluer) :
 - les libéraux-catholiques et chrétiens-démocrates : adaptation tout en sauvant la valeur accordée au travail ;
 - des chefs d'entreprise : système simple pour réduire la bureaucratie et rationalise les dépenses sociales.
- initialement proche du RSA (500 Euros) mais évoluant dès que possible vers un revenu 'élevé' (750 Euros) :
 - l'extrême-gauche : partage des richesses, rapport à la propriété privée, au travail, à l'entreprise ;
 - les altermondialistes : frein à la course à la croissance comme réponse au chômage et à la pauvreté ;
 - les écologistes : idem plus l'idée de nature comme héritage commun qu'on ne peut abimer sans contrepartie.
- 'élevé' (750 Euros) mais non évolutif : les "libertariens" qui voient là un moyen d'en finir avec l'Etat-providence...

Attention cependant ! Une majorité des membres des groupes cités précédemment, sauf les écologistes, sont encore hostiles au principe même d'un revenu sans contrepartie.

Les opposants :

Certains ne sont pas opposés à un Revenu de Base mais au fait qu'il serait accordé sans contrepartie telle qu'une période de formation, par exemple.

D'autres y sont hostiles car resteraient inchangés le marché du travail et la propriété lucrative. Bernard Friot propose un « salaire universel » débutant à 1500 Euros dès 18 ans et progressant suivant son grade ; comme pour les fonctionnaires dont le salaire est lié à la personne - dotée d'une qualification (ou grade) - et pas lié à un poste. Dans l'entreprise, cela doit obligatoirement s'accompagner d'un versement à une caisse chargée des salaires et à une autre chargée des investissements. La propriété d'usage (des ouvriers) est opposée à la propriété lucrative (des propriétaires du capital). Pour lui, à 50 ans de bataille pour le salaire ont succédé 30 ans de bataille pour l'emploi mais cette bataille est perdue d'avance.

N.B. En France, sur un PIB de 2400 milliards, 700 milliards sont prélevés par le Capital et vont aux propriétaires des entreprises, ceux qui ont apporté le capital ; c'est "le coût du capital". Si est effectué un réinvestissement (de moins de la moitié en général) c'est pour des profits futurs et non pour créer des emplois.

Pour Jean-Marie Harribey, vu la transformation due au numérique et à la robotique, il n'y a pas d'autre solution que la réduction du temps de travail et la refondation écologique du modèle productif pour donner un emploi à tous ; *en respectant le social et l'écologie, il faudra plus de travail globalement, mais moins pour chacun.*

D'après Mateo Alaluf, la plupart des syndicats n'y sont pas favorables car peu désireux de *remplacer un système de protection sociale basé sur la solidarité par une rente versée par l'Etat.*

La « valeur travail ».

« Travail » vient de *tripalium*, un instrument de torture. En chrétienté, après le péché originel, Dieu a condamné l'Homme à *gagner son pain à la sueur de son front* et la femme à *enfanter dans la douleur* ; d'où le « travail » de la parturiente.

Dans la société romaine, l'idéal de vie était le non-travail. Les Grecs (Aristote) distinguaient la production technique – réservée aux esclaves – du travail intérieur (activités artistiques) pour son propre accomplissement. En France, la noblesse considérait inenvisageable d'occuper un emploi « productif » et était « dormante » durant l'occupation d'un emploi « dérogeant ».

La théorisation du libéralisme par Adam Smith, la Révolution française puis la révolution industrielle ont fait que le labeur est devenu LA valeur donnant accès à la propriété (approche bourgeoise) ou un instrument de dignité et d'émancipation (approche marxiste). Travail, Propriété, Progrès : la performance au travail devient une fierté.

N.B. Ne pas oublier "Travail Famille, Patrie" de Pétain et "Le travail rend libre" sur la grille du camp d'Auschwitz...

Après 1945, le Conseil National de la Résistance met en œuvre un programme social basé sur la solidarité, dont la Sécurité Sociale - alimentée par des cotisations dont la moitié est prélevée sur les revenus du travail - *visant à assurer à tous les citoyens un moyen d'existence dans les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail.*

Jusqu'à nos jours, la valeur travail est tellement intégrée dans notre organisation sociale qu'être chômeur est considéré comme une mise au ban de la société où l'on se sent suspect aux yeux des autres comme aux siens.

Automatisation et partage du travail

Pour un jeune travailleur ou après une période de chômage, trouver un emploi stable et correctement rémunéré devient l'exception et la « flexibilité de l'emploi » est encouragée ; y compris par des lois récentes... En outre, le développement de l'automatisation supprime des emplois car la tâche est effectuée par les clients eux-mêmes : achats de titres de transport et de carburant, caisses automatiques, opérations bancaires, enregistrement des bagages en avion, affranchissements des lettres et colis, déclarations et paiement des impôts, etc.

La conclusion d'une étude menée à Oxford (Benedikt et Osborne) précise que 47% des employés américains sont susceptibles d'être remplacés dans les 10 à 20 ans à venir (analystes, secrétaires, dockers, employés de banque, réceptionnistes, arbitres sportifs, chauffeurs, caissiers, comptables, ouvriers assembleurs) et seuls certains métiers (artistes, enseignants, psychologues, programmeurs) y échapperaient ; et encore ! Le e-learning est en plein essor et il est prouvé que des êtres humains souffrant de désordres psychologiques préfèrent décrire leur mal-être en répondant à des questions posées par un programme s'exécutant sur un ordinateur plutôt qu'en tête-à-tête avec un(e) psychologue ou psychiatre...

Dans son livre : *La fin de Travail*, Rifkin précise que 80% des cadres moyens auront perdu leur emploi en 2050.

D'après Stiegler, le travailleur est d'abord contraint d'utiliser un logiciel et de suivre une procédure puis, la tâche étant devenue automatisable, il est licencié. Il propose de *rendre aux gens le temps gagné par l'automatisation*.

Précisément, partager le travail qui restera est l'idée commune aux partisans du revenu de base ; ce, sans créer artificiellement des emplois inutiles voire nuisibles – tel que le lobbying – encourageant la surconsommation, l'obsolescence programmée et la pollution (selon Graeber).

Ce partage du travail s'entend aussi bien en termes d'horaires hebdomadaires que de partage des tâches utiles mais « pénibles » telles que le ramassage des poubelles qui pourrait être accompli par des « intellectuels » quelques jours par an ou bien donner lieu à une forte rétribution salariale des employés permanents.

Mirage de l'économie collaborative ?

Grâce à internet, des entrepreneurs (Uber, AirBnb, Blablacar, etc.) d'un genre particulier ont contourné l'économie traditionnelle en utilisant le travail de micro-entrepreneurs* dont le statut est, par définition, « précaire » tant par l'activité elle-même que par la faible protection sociale et l'absence d'assurance chômage.

* le statut d'auto-entrepreneur (désignation d'avant 2016) permet un allègement de charges sociales moyennant une limitation du chiffre d'affaires à 32900 Euros pour un artisan ou prestataire de services.

Encore plus là que dans l'économie classique, l'enrichissement est assuré pour les actionnaires au détriment des travailleurs qui sont soumis aux donneurs d'ordre : Uber valorisée à 50 milliards de dollars, AirBnb à 30 milliards (soit trois fois le groupe Accor...). Ceci, quasiment sans investissement local et sans paiement d'impôts.

La difficulté est donc de préserver les aspects positifs de l'économie collaborative (partage, initiative, solidarité, entraide, écologie en conséquence) tout en luttant contre les dérives de l'*ubérisation* (néologisme explicite). C'est l'action de *OuiShare* (voir les écrits d'Arthur de Grave et Diana Filippova).

Et le Revenu de Base dans tout ça ?

« L'utopie n'est pas l'irréalisable mais l'irréalisé » (Théodore Monod) et donc « la réalité de demain [n'est que] l'utopie d'hier et d'aujourd'hui » (André Gide) ou encore « si le projet [d'un revenu de base] est utopique, il l'est certainement moins que le dogme actuel du plein-emploi et de la croissance à tout prix » (dans la revue Nexus).

Emplois futurs en nombre suffisant ou non, le risque de précarité va grandissant. Pour l'éviter mais aussi pour repenser le travail en tant que valeur : *faut-il travailler* (au sens d'occuper un emploi) *car la société à besoin de nous ou parce qu'il est immoral de ne pas travailler ?*

S'occuper de ses jeunes enfants ou de ses parents âgés, s'engager dans des associations, contribuer à la diffusion d'un savoir, cultiver son potager, jouer de la musique, cuisiner, n'est-ce pas un travail (au sens d'une activité) ?

Un revenu de base minimal permettant une vie digne (se vêtir, manger, se chauffer, accéder à l'électricité) est-ce un encouragement à la paresse ? Difficile de trancher en l'absence d'expérimentation à une échelle suffisante. Dans un long documentaire allemand de Daniel Häni et Enno Schmidt (1h36 – voir liens), à la première question posée : « Quitteriez-vous votre emploi si vous perceviez un revenu de base (de l'ordre de 500 Euros) ? », 60% des personnes interrogées répondent « non » mais à la seconde question : « Pensez-vous que les autres arrêteraient de travailler ? », 80% répondent « oui »...

Version longue (1h36) : <https://www.youtube.com/watch?v=-c wdVDcm-Z0> ;

Version courte (45 mn) : <https://www.youtube.com/watch?v=cweyqXbt7WE&t=0s> ;

Voir aussi la « Conférence gesticulée » (à partir de 1h05) : <https://www.youtube.com/watch?v=9MCU7ALaQ0Q> ;

Quatre courtes vidéos (4x3 mn) du MFRB : <https://www.youtube.com/user/RevenudeBaseFR> .

Trois vidéos (3x7 mn) de Colibris : <https://www.colibris-lemouvement.org/magazine/comprendre-revenu-base> .

Retour sur différentes visions d'un Revenu de Base.

Réforme des minima sociaux (Christophe Sirugue, député socialiste) : fusion de ces minima dans une allocation de 400 Euros versée – sous conditions de ressources – dès l'âge de 18 ans. Il est à noter que l'assurance chômage ne fait pas partie de ces minima tels que le minimum vieillesse et le RSA dont un tiers des éligibles au RSA Socle n'en font pas la demande par ignorance ou renoncement devant les difficultés administratives ou la culpabilisation.

Revenu citoyen (Dominique de Villepin) : 850 Euros versés en contrepartie d'un engagement à l'exercice d'un service civique (actuellement de 600 Euros) dont les missions seraient utiles à la société et renforceraient le sentiment d'appartenance à la nation.

Revenu contributif (Bernard Stiegler, philosophe) : inspiré du régime des intermittents du spectacle, ce système serait conditionné à l'engagement dans des projets collaboratifs utiles à la société : éducation populaire, entraide entre générations, actions en faveur de la transition écologique, etc. C'est une manière de travailler qui n'est pas fondée sur l'emploi (Amartya Sen, Indien, Prix Nobel 1998).

Revenu de base proposé par Nathalie Kosciusko-Morizet lors des primaires de la Droite (2016) : allocation de 470 Euros inconditionnelle et versée à tous ; ce, pour la lisibilité du système et la suppression des effets de seuil. En effet, inspiré par les travaux de Marc de Basquiat, le financement serait assuré par une taxe à taux unique de 20% environ sur les revenus (venant remplacer l'actuel impôt) payable dès le premier Euro perçu.

Revenu de base proposé par Frédéric Lefebvre. D'après lui, il s'agit de supprimer l'assistantat généralisé et de modifier un système social très inégalitaire : « en 40 ans, nous sommes passés de 400 000 chômeurs à près de 5 millions. Nous avons 8,5 millions de pauvres [alors que] le taux d'endettement est passé de 20% à 97% [et] le taux de prélèvement de 35 à 45 %. Nous payons de plus en plus pour protéger moins ».

Liber : encore fondé sur les travaux de Marc de Basquiat et proposé par Gaspard Koenig - philosophe prônant un libéralisme politique et économique -, le financement de cet "impôt négatif", serait assuré moyennant une taxe de 23% (remplaçant l'impôt actuel) sur l'ensemble des revenus (du travail et du capital) ; ce, pour un *Liber* de 450 Euros par adulte et 225 Euros par enfant versés sans condition. Ce "Liber" se substituerait au RSA, prime d'activité et prestations familiales mais pas au chômage, assurance maladie ni pensions de retraite. Le montant mensuel de 450 Euros correspond aux seuls besoins « primaires » : nourriture, habillement, transports, énergie et télécoms.

Le système d'impôt négatif a été décrit par Milton Friedman (prix Nobel) : il s'agit de déduire le montant du *Liber* des impôts que chacun est amené à payer ; si le montant de ces impôts est inférieur au *Liber*, alors le complément est crédité. C'est plutôt un système adapté aux économies occidentales.

Transfert de pouvoir de l'Etat vers les individus : défendu par ceux qui veulent en finir avec l'Etat-providence et donc remplacer la plupart des aides spécifiques par une allocation ; à charge pour celui qui la perçoit de s'assurer auprès du secteur privé tant en termes de santé que de retraite : un grand bon en arrière quant à la solidarité... Mais tous les « libertariens » (tels Matt Zvolinski, Jean Krepelka et Tylaer Cowen) ne sont pas d'accord entre eux.

Changement de paradigme (modèle) : les altermondialistes et écologistes voient un revenu de base comme un outil pour mener des réformes du modèle économique allant de la transition écologique jusqu'à la décroissance. Même, si pour des raisons pragmatiques, un revenu de base serait initialement de 500 Euros, il aurait pour vocation d'augmenter pour atteindre un seuil (800 à 1000 Euros) permettant de sortir de la société du travail.

Revenu de citoyenneté : le philosophe Jean-Marc Ferry et la psychanalyste Cynthia Fleury défendent l'idée de compenser l'appropriation des données personnelles par les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) et la privatisation des biens communs (l'eau, l'air, la terre et les ressources) sous la forme d'un revenu de base.

Les formes de versement d'un Revenu de Base.

Monnaie locale : selon Frédéric Bosqué et Patrick Viveret, une partie du montant d'un revenu de base devrait être payée en monnaie locale (convertie à partir d'Euros) afin de dynamiser l'économie locale « vertueuse », au sens de l'impossibilité d'achat de pesticides, par exemple... De plus, pour empêcher toute spéculation, cette monnaie se déprécie au cours du temps. Elle ne doit pas être confondue avec une monnaie libre qui, elle, n'est pas liée à une parité avec une devise (Euro ou Dollar) et resterait « numérique »..

Services gratuits : là aussi, une partie du revenu de base serait assurée par une gratuité de l'usage de services : accès à l'eau, aux transports, à l'Internet. C'était déjà envisagé par André Gorz dans les années 1980 et, plus récemment, par David Cayla. Reste l'aspect « négatif » de tickets d'alimentation, d'habillement, etc.

Financement

Outre le montant du revenu de base en lui-même, il semble indispensable d'apprendre à se servir de l'argent donné ; par exemple, « pour valoriser ses compétences » (Jean Zin), savoir s'informer en toute indépendance, promouvoir l'entraide plutôt que la concurrence (François Héritier).

Budgets actuels

- protection sociale : 700 milliards d'Euros ;
- budget de l'Etat : 373 milliards (2016) ;
- PIB (le produit intérieur brut mesure de la valeur de tous les biens et services produits dans un pays = sommes des valeurs ajoutées + TVA + droits et taxes sur les importations - subventions sur les produits) : 2488 milliards ;
- à titre d'exemple, la mise en place d'un *Liber* à 450 Euros (montant mensuel) nécessiterait 320 milliards.

Leviers

- réaffectation d'aides déjà existantes en termes de minima sociaux (RSA, prime d'activité, bourses étudiantes, allocations familiales, etc.) dont le montant cumulé serait inférieur à celui du revenu de base ;
- réforme de la fiscalité : il est déjà acquis qu'il n'y aura pas de revenu de base sans une probable réforme fiscale allant dans le sens d'un système plus efficace et plus juste ;
- taxe sur le prélèvement des biens communs (eau, air, ressources naturelles) ;
- création monétaire.

Réforme fiscale :

- refonte de l'impôt sur le revenu : augmentation du (ou des) taux mais compensation par l'attribution du revenu de base (voir *Liber* p. 4 de ce document) ;

- taxation des revenus du capital (bénéfices des sociétés, dividendes, patrimoine) afin de rendre les revenus du travail plus rentables que ceux du capital (vieille promesse...) ;

http://piketty.pse.ens.fr/files/presse/LIBERATION_111025.html

- système fiscal unique : « le concept du revenu d'existence invite à rassembler la totalité des Français dans un système fiscal unique où les uns perçoivent un crédit d'impôt et où les autres paient un débit d'impôt » (AIRE). Le revenu de base se substituerait à une partie du salaire pour signifier à l'entreprise qu'elle bénéficierait gratuitement, jusque là, du travail social réalisé par les bénévoles des associations.

<http://francestrategie1727.fr/wp-content/uploads/2016/02/francestrategie-aire-2016-04-29-marc-de-basquiat.pdf>

N.B. Pour l'économiste Yoland Bresson, fondateur de l'AIRE (Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence) et cofondateur du BIEN (Basic Income Earth Network), le terme « existence » est choisi pour stipuler qu'il s'agit d'attribuer ce revenu « parce qu'on existe et non pour exister ». Quant au terme « revenu », il doit être préféré à « allocation » car une allocation est attribuée à titre d'assistance tandis qu'un revenu est une dotation reçue en contrepartie d'une participation à la création de richesse.

- augmentation de la TVA : mais le risque est de diminuer le pouvoir d'achat de ceux ne percevant que le revenu de base. Dans le programme Vivant, (Götz Werner entrepreneur allemand, Roland Duchâtelet, politicien belge) une « TVA sociale est proposée » ; ce n'est donc pas une augmentation de la TVA actuelle ; par ex., consulter :

<http://www.vivant.org/fr/programma/progr2003.pdf>

Taxations additionnelles :

- compensation financière des GAFAM (Cynthia Fleury) : mais, comme le permis de polluer, il y a contradiction à financer un revenu de base par une incitation à aller plus loin dans le fait de s'immiscer dans la vie privée ;

- taxe sur les transactions financières (Tobin) : là aussi, c'est une incitation à faire reposer le financement d'un revenu de base sur des revenus virtuels ;

- prélèvement sur les biens communs (eau, air, terres cultivables) : la redevance carbone est plutôt affectée à la transition écologique mais une partie pourrait aller au financement d'un revenu de base. Cependant, cela reste tout aussi immoral que les taxes sur les GAFAM et les transactions financières ;

- taxe sur les robots : idée très ancienne de redistribution des richesses déjà proposée par l'économiste libéral suisse Jean de Sismondi (1773-1842). Défendu aussi par la commission juridique du Parlement européen : « ... doit être examinée dans le cadre d'un financement visant au soutien ou à la reconversion de chômeurs dont les emplois ont été réduits ou supprimés, afin de maintenir la cohésion sociale et le bien-être social ». Toutefois, ceci est à mettre en parallèle avec la diminution de la pénibilité des tâches et un ralentissement éventuel du progrès ;

- lutte contre l'évasion fiscale : en France et en 2007, la Cour des comptes avait estimé la fraude fiscale à un montant annuel de 30 à 40 milliards d'euros tandis que l'évasion fiscale mondiale actuelle serait supérieure à 10 fois le PIB de la France.

http://www.lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2012/07/23/l-evasion-fiscale-mondiale-dix-fois-le-pib-de-la-france_1736985_4862750.html

Création monétaire :

- entre autres, c'est une proposition de QE4P (Quantitative Easing for People) popularisée par Gérard Foucher en accord avec la *Théorie Relative de la Monnaie* de Stéphane Laborde, ingénieur.

La création monétaire – via le crédit – sert plus à renflouer les banques qu’à relancer l’économie réelle. Les banques centrales (BCE pour l’Europe) auraient à verser une partie de leur création monétaire à tous les citoyens sur un compte spécifique constituant le socle d’un revenu de base.

<http://www.revenudebase.info/2013/06/18/manifeste-economistes-deterres-gerard-foucher/>

Activité « bénévole » :

- pour ceux qui souhaitent systématiquement justifier une contrepartie laborieuse à un revenu, les activités dites « bénévoles » sont pertinentes ;
- l’économiste Yann Moulier-Boutang donne pour image qu’entre la fourmi industrielle et la cigale insouciant se situe l’abeille assurant la pollinisation sans laquelle quantité de productions « agricoles » ne pourraient exister. On peut donc voir une analogie entre le rôle de cette abeille et les activités bénévoles dans lesquelles s’investissent 20 millions de Français : activités sportives et culturelles, organisations de festivals, lutte contre l’illettrisme et la pauvreté (Emmaüs, Restos du cœur, Croix-Rouge, Secours Populaire, etc.) visites dans les prisons, les hôpitaux, auprès des personnes isolées, aides aux devoirs et autres ;
- la sociologue Dan Ferrand-Bechmann a montré que ces activités associatives constituent un pan de l’économie qui, outre une richesse sociale, crée une richesse financière : marchands ambulants (boissons et nourriture), traiteurs, viticulteurs, loueurs de tables, chaises, tentes, comptables logisticiens, agents de sécurité, hôteliers, transports en commun (cars, SNCF), etc. Une étude canadienne chiffrait cela à 14 milliards de dollars par an...

Innovation et création d’entreprises :

- selon l’association Terre de Liens : « avec un revenu de base suffisant, des milliers de projets en souffrance pourraient voir le jour » ; ce revenu servant de « filet de sécurité » permettant d’envisager de « monter sa boîte » en diminuant les risques ;
- cela va aussi dans le sens de Maxime de Rostollan (Fermes d’Avenir) : « le revenu de base permettrait de décupler les installations en agriculture biologique ».

Economie locale :

- on peut effectivement s’interroger sur la situation de villages à l’abandon alors que les villes sont surpeuplées et qu’y trouver un logement s’avère difficile et coûteux. Le paiement d’une partie (à définir) d’un revenu de base en monnaie locale renforcerait l’économie locale en attirant les gens plus que les investisseurs ;
- pour l’organisation suisse Génération RBI (Revenu de Base Inconditionnel), l’argent d’un revenu de base en monnaie locale va là où se trouvent les gens et non là où se trouvent les emplois supposés. <https://rbi-oui.ch/>
<https://rbi-oui.ch/2014/06/compte-rendu-apres-midi-generation-rbi-7-juin-2014/>

Expérimentations :

- Inde (Madhya Pradesh) : voir les études de Guy Standing ainsi que le texte (en Anglais) avec le lien suivant <http://www.developmentpathways.co.uk/resources/wp-content/uploads/2016/04/Indias-Basic-Income-Experiment-PP21.pdf>
- Namibie avec le programme BIG (Basic Income Grant) où comme dans toutes les mises en place dans les pays très pauvres, l’entrepreneuriat a augmenté (ici, de 300%) ;
- Brésil (avec le programme Bolsa Familia) où un revenu a été octroyé moyennant la scolarisation des enfants ;
- Canada (programme Mincome) expérimenté dans la ville de Dauphin (10 000 habitants) et des quartiers de Winnipeg (450 000 habitants) : voir les travaux de l’économiste canadienne Evelyn Forget. Un projet de revenu minimum garanti est en cours d’étude au Québec et une nouvelle expérimentation est prévue dans l’Ontario ;

- une expérimentation américaine - stoppée par Gerald Ford comme c'est souvent le cas quand des libéraux reviennent au pouvoir – a montré que le revenu de base avait certes servi à des femmes pour prolonger leur congé de maternité et à des étudiants pour prolonger leurs études mais que cela avait contribué, généralement, à diminuer de 8,5% le taux d'hospitalisation par rapport à un groupe témoin non doté de cette allocation ;
- toujours aux Etats-Unis mais très récemment, Sam Altman – directeur d'une entreprise américaine de financement précoce de startups (Y Combinator) a pour projet la mise en place une expérimentation d'un revenu pour 100 familles d'Oakland. Il précise : « dans 50 ans, il paraîtra ridicule que nous ayons utilisé la peur de ne pas avoir à manger pour motiver les gens [au travail] ». Cependant, certains soupçonnent que, dans le cadre d'une économie libérale inchangée par ailleurs, la motivation majeure d'une généralisation d'un revenu inconditionnel serait d'éviter tout risque de révolte sociale contre-productive ;
- en Suisse, un référendum a eu lieu le 5 juin 2016 et a rejeté le projet d'étude d'un revenu inconditionnel de l'équivalent de 2000 Euros par adulte et 600 Euros par enfant (2250 et 650 CHF) qui aurait été complètement financé par une taxe de 0,2% sur les transactions financières électroniques. C'est cette initiative qui a ouvert des débats relayés mondialement ;
- aux Pays-Bas, un test lancé depuis janvier 2017 dans la ville d'Utrecht donnera lieu à une étude comparaison de plusieurs groupes percevant : des prestations sociales habituelles ; un revenu moyennant une activité jugée utile à la société ; un revenu complètement inconditionnel ;
- en Finlande une étude a été lancée dès 2015 et les résultats sont en passe d'être publiés : en particulier quant à l'intérêt de remplacer des aides actuellement non incitatives à l'emploi par un revenu inconditionnel avec des compléments conditionnels ;
- en France enfin, un rapport du Sénat (2016) préconise une expérimentation locale (à l'échelle d'un département) avant une généralisation éventuelle. Il est à noter qu'il y a quasi unanimité quant une nécessaire progressivité : géographique, en montant, en durée.

En résumé

Buts :

- changer la société en recréant du lien social et en rendant l'économie aux citoyens ;
- supprimer les emplois ingrats ou inutiles en donnant la possibilité de les refuser ;
- réduire la consommation en privilégiant les biens utiles et non polluants ;
- réduire la pauvreté et la précarité induisant des votes extrêmes...

Interrogations :

- une croissance continue mesurée par le PIB indifférent à la nature de la production (armes, antidépresseurs, soins des cancers, polluer et dépolluer alternativement, etc.) entraine-t-elle un mieux-vivre et assure-t-elle une paix sociale?
- une large part de la consommation n'étant qu'une consommation de dédommagement ou de compensation d'un emploi peu valorisant, l'instauration d'un revenu de base risque-t-il de dégrader notre qualité de vie ?

Financement :

- pour un revenu de base aux alentours de 500 Euros (la moitié par enfant), le financement peut être immédiat sans bouleversement des taux d'imposition sur le revenu (voir Liber et les propositions de l'AIRE) ;
- pour un revenu inconditionnel de 1000 Euros (500/enfant), on quitte la logique économique conventionnelle et c'est donc un choix politique assurant une diminution de la pauvreté et un travail non marchand émancipateur.

A l'attention des lecteurs de ce document. Ici, il ne s'agit que d'une tentative de résumer le contenu du livre de Le Naire et Lebon « *Le revenu de base : une idée qui pourrait changer nos vies* » avec quelques incursions dans les publications et vidéos citées par les auteurs. Pour beaucoup plus de précisions, se reporter à cet ouvrage...

Alaluf	Matéo	sociologue	belge
Altman	Sam	entrepreneur	américain
Arendt	Hannah	philosophe	américaine (1906-1975)
Aries	Paul	journaliste	français
Atkinson	Anthony	économiste	anglais
Basquiat (de)	Marc	économiste	français
Batho	Delphine	politicienne	française
Benedikt	Carl	chercheur	anglais
Borel	Guillaume	historien	français
Bosqué	Frédéric	entrepreneur	français
Bresson	Yoland	économiste	français (1942-2014)
Cayla	David	économiste	français (Angers)
Cowen	Tyler	économiste	américain
Duchâtelet	Roland	politicien	belge
Ellul	Jacques	sociologue	français (1483-1546)
Ferrand-Bechmann	Dan	sociologue	française
Ferry	Jean-Marc	philosophe	français
Filippova	Diana	éditorialiste	française
Fleury	Cynthia	psychanalyste	française
Forget	Evelyn	universitaire	canadienne
Foucault	Michel	philosophe	français (1926-1984)
Foucher	Gérard	économiste	français
Friedman	Milton	économiste	américain - Prix Nobel
Friot	Bernard	sociologue	français
Gadrey	Jean	économiste	français
Giraud	Gaël	économiste	français
Gorz	André	philosophe	français
Graeber	David	anthropologue	américain
Grave (de)	Arthur	journaliste	français
Hamon	Benoît	politicien	français
Häni	Daniel	entrepreneur	suisse
Harribey	Jean-Marie	économiste	français (ATTAC)
Héritier	Françoise	anthropologue	française
Husson	Michel	économiste	français
Hyafil	Jean-Eric	économiste	français
Jacquard	Albert	chercheur	français (1925-2013)
Jadot	Yannick	politicien	français
Keynes	John M.	économiste	anglais (1883-1946)
Koenig	Gaspard	philosophe	français
Kosciuko-Morizet	Nathalie	politicienne	française
Krepelka	Jan	économiste	suisse
Laborde	Stéphane	ingénieur	français
Le Sauce	Michaël	réalisateur	français
Lecoïnte	Alexis	ingénieur	paysan français
Lefebvre	Frédéric	politicien	français
Leontief	Wassili	économie	(1906-1999) ; Prix Nobel
Luther King	Martin	politicien	américain
Meade	James	économiste	anglais ; Prix Nobel
Méda	Dominique	sociologue	française
Milner	Denis	ingénieur	anglais
More	Thomas	philosophe	anglais (1478-1535)

Moulier-Boutang	Yann	économiste	français
Mylondo	Baptiste	philosophe	français
Osborne	Michaël	chercheur	anglais
Paine	Thomas	politicien	anglais (1737-1809)
Peeters	Hans	Universitaire	belge (U. de Louvain)
Presse	André	économiste	français
Rifkin	Jeremy	essayiste	américain
Russel	Bertrand	philosophe	anglais ; Prix Nobel
Schmidt	Enno	réalisateur	suisse
Sem	Armatya	économiste	indien ; prix Nobel 1998
Sirugue	Christophe	politicien	français
Smith	Adam	économiste	écossais (1723-1790)
Stiegler	Bernard	philosophe	français
Stoléru	Lionel	économiste	français
Tobin	James	économiste	américain ; Prix Nobel
Van Parijs	Philippe	philosophe	belge
Vanderborght	Yannick	sociologue	belge
Viveret	Patrick	philosophe	français
Wermer	Götz	entrepreneur	allemand
Widerquist	Karl	universitaire	américain
Zin	Jean	philosophe	français
Zvolinski	Matt	philosophe	américain

Extraits d'un entretien avec les auteurs du livre « Le revenu de base : une idée qui pourrait changer nos vies »

Vous venez de publier un ouvrage intitulé «Le revenu de base, une idée qui pourrait changer nos vies», chez Actes Sud. Qu'est-ce qui vous a motivés à vous lancer dans l'écriture de ce livre ?

Notre objectif était de comprendre hors de tout parti pris si, oui ou non, cette idée pourrait vraiment changer nos vies et répondre aux maux de nos sociétés modernes. Notre but n'était donc pas de défendre telle ou telle vision du revenu de base, comme le fait très bien le Mouvement Français pour un Revenu de Base (MFRB), mais de mener une enquête quasi journalistique pour expliquer le plus clairement et le plus honnêtement possible les enjeux de ce débat qui nous semble majeur. Nous voulons qu'après avoir lu notre livre, chaque citoyen puisse de se faire une véritable opinion sur ce sujet souvent mal traité dans les médias parce qu'il est trop complexe à expliquer succinctement. Et en général récupéré de manière caricaturale par les politiques en quête d'idées neuves pour leur campagne électorale. C'est aussi pour cela que nous avons réalisé, sur le site des Colibris (mouvement lancé par Pierre Rabhi), un parcours pédagogique où chacun peut comprendre le sujet en 3 vidéos de 7 minutes.

Quelles avancées un revenu de base pourrait-il représenter pour la société française, d'après vous ?

D'abord il permet de poser les vraies questions de notre XXIème siècle. Comment repenser le travail ? Comment accompagner l'émancipation des citoyens ? Comment lutter efficacement contre la pauvreté et les inégalités ? Comment redynamiser les campagnes ? Selon nous et après enquête, un revenu de base suffisant pour assurer nos besoins vitaux – et accompagné d'une réforme profonde de l'éducation – pourrait permettre à chacun de reprendre en main son destin, de faire ses propres choix de vie en conscience. Ce n'est certes pas un outil clé miracle, mais un concept qui peut nous aider à trouver des solutions innovantes face aux défis qui sont les nôtres aujourd'hui.

Quels seraient les risques ou les problèmes auxquels l'idée d'un revenu de base pourrait être confrontée ?

Le danger serait d'appliquer un revenu de base minimum pour de mauvaises raisons politiciennes ou idéologiques. Et d'enterrer le débat de fond. Pour que le revenu de base change vraiment la donne, il faut se donner le temps de bien en comprendre les enjeux et de le tester sérieusement, à grande échelle. Or les expérimentations fiables font cruellement défaut aujourd'hui. D'où l'urgence de faire avancer dès maintenant le débat de fond. À nous désormais, par nos actions, de peser sur le futur président pour qu'il en prenne bien conscience.

Propos recueillis par Nicole Teke.

L'ouvrage «Le Revenu de Base: une idée qui pourrait révolutionner nos vies» est disponible aux éditions Actes Sud Voir également la brève de l'A.I.R.E à ce sujet : https://blog.revenudexistence.org/2017/01/04/livre_rdb/